

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 160, 3 juin 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Attractivité

- **Baromètre de l'attractivité du site France 2015.**
Cabinet EY, 2015. 36 p. @

En 2014, avec 608 projets issus de tous secteurs, la France a dépassé le rythme européen et dépasse même ses niveaux d'avant crise. Si la France reste au 3e rang européen en nombre d'implantations, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, les emplois créés Outre-Manche sont 2,5 fois plus nombreux. Le baromètre 2015 met par ailleurs en exergue l'attractivité modérée de la France en ce qui concerne les sièges sociaux et les centres de R&D.

Collectivités territoriales

- **Les collectivités locales en chiffres 2015.**

Direction générale des collectivités locales (DGCL). Mai 2015. 113p. @

L'objectif de cet ouvrage est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent en complément des chiffres, un commentaire succinct, des définitions et des références.

- **Dossier de presse - Une mobilisation nationale des maires de France pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux.**

Association des maires de France (AMF). Mai 2015. 26 p. @

Au sommaire :

Fiche n° 1 : Impact de la baisse des dotations : un constat partagé sur la baisse de l'investissement public local.

Fiche n° 2 : Synthèse de l'enquête relative à l'impact de la baisse des dotations sur les investissements publics locaux.

Fiche n° 3 : Les propositions de l'AMF pour soutenir l'investissement public local.

Développement durable

- **Société résiliente, transition écologique et cohésion sociale : études de quelques initiatives de transition en France, premiers enseignements.**

Commissariat général au développement durable (CGDD).
Études et documents, n° 124, mai 2015. 93 p. @

Cette étude s'inscrit dans un projet de repérage et d'analyse des initiatives de transition qui associent à la fois des objectifs sociaux et environnementaux. Les auteurs se sont appuyés sur l'analyse des situations de vulnérabilité qui se tissent à l'interface des dimensions sociales et environnementales et sur l'analyse des comportements de résilience des acteurs.

Développement économique

- **Créations et destructions d'emplois en 2014 en France. Attractivité des territoires.**

France Industrie & Emploi (FIE). Mai 2015. 47 p.

Pour la première fois depuis 2012, les créations d'emplois ont été supérieures aux destructions en 2014. Parmi les régions les mieux placées : l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Nord-Pas-de-Calais. Côté départements, la situation est la même qu'en 2013 : ceux où se situent les capitales régionales sont les plus créateurs d'emplois. L'étude s'intéresse enfin aux conséquences de la mise en place des futures treize régions, prévoyant des déséquilibres et écarts de développement inévitables.

- **Un tiers du tissu productif local se renouvelle chaque année.**

Insee ; Lionel Doisneau.

Insee Première, n° 1551, mai 2015. 4 p. @

Le renouvellement du tissu productif sur le territoire français s'opère continuellement. Entre 2008 et 2013, 38 % du parc des établissements s'est renouvelé chaque année par le biais de créations, cessations, cessions-reprises et transferts géographiques. L'ampleur de cette régénération du tissu productif est particulièrement significative concernant le pourtour méditerranéen.

- **Les outils pour favoriser l'implantation commerciale dans nos territoires : loi artisanat, commerce et très petites entreprises.**

Secrétariat d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire. Mai 2015. 4 p. @

Ce document présente les différents dispositifs mis en application par la loi « Artisanat, commerce et très petites entreprises » (ACTPE), notamment la modification du mode d'attribution du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac) ou la création des contrats de revitalisation commerciale et artisanale.

- **Dynamiques de transformation des modèles économiques des structures de l'ESS dans les services à domicile.**

A. Garabige (dir) ; B. Gomel ; L. Trabut.

Centre d'études de l'emploi, rapport de recherche n° 90, mai 2015. 137 p. @

Cette étude vise à analyser les réalités économiques des associations de l'aide à domicile en tentant d'identifier les dynamiques de transformation des modèles économiques des structures relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'objectif a notamment été de s'interroger sur l'impact des modes de financement, sur le fonctionnement de ces structures, sur les prestations qu'elles dispensent et sur les professionnels qui les produisent.

- **Les marchés de la Silver économie.**

Direction générale du Trésor. Étude pour le compte de la Direction générale des Entreprises (DGE). 2015. 70 p. @

Cette étude porte sur huit pays : Allemagne, Brésil, Chine, Corée du Sud, Italie, Japon, Royaume-Uni et Turquie. Elle dresse un premier panorama représentatif des marchés de la *Silver Economy* à l'international. Quelques constats : si le Brésil tarde à anticiper le vieillissement de sa population, la Chine, en revanche, met en place de nouvelles politiques publiques destinées aux personnes âgées : services de soins à domicile, subventions aux « âgés » en difficulté, etc. Quant au Japon, dont la population est la plus âgée

au monde, il promeut aujourd'hui le recrutement d'une main-d'œuvre étrangère spécialisée dans le soin aux seniors dépendants.

- **Économie de la connaissance.**

Fondapol ; Idriss J. Aberkane.

Mai 2015. 48 p. @

Ce document est un traité pratique d'économie de la connaissance conçu à la fois pour le citoyen et le politique. Il décrit notamment les enjeux de ce domaine essentiel pour le développement durable, la diplomatie et la sécurité, la lutte contre la pauvreté, ou encore le développement économique territorial et national.

Développement territorial

- **Vers des territoires intelligents ?**

Actes du 61e congrès du CNER, Aix-les-Bains, 26 et 27 juin 2014.

CNER. Parution avril 2015. 59 p. (« Collection Etudes ») @

Education

- **Concurrence territoriale et réforme du collège.**

Fondation Jean-Jaurès. Sandrine Doucet.

Mai 2015. 6 p. @

Considéré comme un des creusets de création d'inégalités, le collège pose la question du lien entre ségrégation sociale, sectorisation et difficultés scolaires. Sandrine Doucet, qui anime l'Observatoire de l'éducation de la fondation, revient sur la pertinence d'une réforme pour restaurer le principe républicain d'égalité.

Egalité-Inégalité

- **In it together : why less inequality benefits all.**

OCDE. Mai 2015. 336 p.

Selon ce rapport, les inégalités entre riches et pauvres ont atteint des niveaux record dans la plupart des pays de l'OCDE et se révèlent plus élevées encore dans nombre d'économies émergentes. Il relève en particulier les écarts de revenus entre hommes et femmes.

Lecture en ligne : @

Synthèse pour la France : @

Emploi

- **L'emploi dans la transition écologique.**

Cese ; Marie-Béatrice Levaux ; Bruno Genty.

Mai 2015. 2 p.

Le lien entre une économie plus respectueuse de l'environnement et la création d'emplois apparaissent désormais régulièrement dans les déclarations et positions officielles tant au niveau national qu'europpéen. L'engagement collectif dans les politiques de transition écologique conditionne la réalisation de ce potentiel de création et de transformation d'emplois. Cependant, l'action publique correspondante reste, dans bien des domaines, à consolider pour que la transition écologique apparaisse comme un choix structurant.

Présentation de l'avis (vidéo) : @

Synthèse (Rapport à paraître) : @

Enseignement supérieur

- **Territoires et universités.**

Jérôme Aust ; Myriam Baron ; Caroline Barrera et al.

Les Annales de la recherche urbaine, n° 109, mars 2015. 165 p.

Trois axes de questionnement sont privilégiés dans ce numéro : territoires et réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche ; territoires, société de la connaissance et nouvelles formes de production du savoir ; l'université comme acteur urbain.

En prêt à la Documentation

Logement social

- **Le Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS) : sociographie d'une exception parisienne.**

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAU-IDF) ; avril 2015. 122 p. @

Créé en 2004, le GPIS est constitué d'équipes mobiles qui patrouillent la nuit dans les parties communes de certaines résidences HLM. En l'espace d'une décennie, il est devenu un acteur reconnu de la prévention-sécurité. Il traduit, à ce titre, l'acuité des enjeux de préservation du cadre de vie dans les quartiers d'habitat social et témoigne de l'implication croissante des bailleurs en matière de sécurité quotidienne. Cette étude de l'IAU Île-de-France apporte un éclairage inédit sur ce dispositif novateur.

- **La résidence sociale, un logement au service de l'insertion. Analyse et réflexions pour un nouvel équilibre économique.**

Union professionnelle des logements accompagnés (Unafo). Mai 2015. 24 p. @

Ce document, destiné aux institutionnels et aux professionnels du logement accompagné, du logement social et d'insertion, présente et décrypte le rôle essentiel de la résidence sociale dans la ville d'aujourd'hui et insiste sur la mobilisation nécessaire afin de préserver ce type de logement au modèle économique fragilisé au fil des années et des réformes.

Lutte contre les discriminations

- **Les injustices et discriminations au travail vécues par les jeunes issus de l'immigration.**

Centre d'études de l'emploi ; Y. Brinbaum ; J-L. Primon.

Connaissance de l'emploi, n° 120, avril 2015. 4 p. @

Injustices et discriminations au travail génèrent des ressentis très différents selon l'origine et le genre. La mesure des expériences discriminatoires décrite dans cette note éclaire les orientations à développer dans les dispositifs liés à l'égalité professionnelle.

Métropole

- **Accompagner le développement de la nouvelle métropole Aix-Marseille-Provence.**

Comité interministériel du vendredi 29 mai 2015. 76 p. @

« La métropole Aix-Marseille-Provence est marquée par de profondes inégalités. Richesses et potentialités de développement y côtoient des situations de précarité et de relégation, notamment à Marseille. Face à ces difficultés issues de l'histoire sociale et économique de la ville-centre, l'État doit garantir l'équité territoriale et l'égalité des chances aux habitants de la métropole... »

- **Grand Paris et Aix-Marseille-Provence : pour des métropoles performantes et citoyennes.**

Terra Nova. Note, juin 2015. 22 p. @

Le 1er janvier 2016, deux nouvelles grandes métropoles verront le jour : la métropole du Grand Paris et la métropole Aix-Marseille-Provence. L'enjeu pour ces agglomérations est de gagner en performance économique, mais pas seulement : elles doivent aussi conduire des politiques fortes pour lutter contre les nombreuses inégalités qui maillent leurs territoires et s'engager dans une véritable transition écologique. L'émergence de la métropole doit s'inscrire dans un processus collectif d'innovation et d'expérimentation qui couvre tous les domaines de la production urbaine à des échelles géographiques élargies.

Mobilité - Transports

- **TET : agir pour l'avenir. Rapport sur l'avenir des trains d'équilibre du territoire.**

Commission TET d'avenir ; Philippe Duron. 2015. 117 p. @

Pour enrayer la logique de dégradation de la qualité et de l'offre de service, la Commission « TET d'avenir » propose une complète

remise à plat du réseau des trains Intercités et la suppression dans certains cas de lignes trop déficitaires, non pas en fonction de leur seule rentabilité mais en tenant compte de l'évolution des mobilités et des besoins d'aménagement du territoire.

• **Déplacements. La mobilité pour tous.**

Nathalie Da Cruz.

Le Courrier des maires, n° 290, mai 2015. pp. 22-27.

Solutions alternatives et transports sur mesure : quand les collectivités agissent pour intégrer « les oubliés de la mobilité », jeunes et seniors, personnes handicapées et publics précaires.

Politique de la ville

• **Les émeutes de 2005, dix ans après : rétrospective et perspectives.**

Observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse (Injep)

Agora Débats-Jeunesse, n° 70 ; mai 2015. Dossier de 76 p.

Dix ans après les émeutes de 2005, ce dossier pose un regard rétrospectif sur les conséquences de ces émeutes et en recherche les traces autant dans le débat sociologique, dans l'historiographie de la condition juvénile que dans les inflexions de l'action publique. Au sommaire :

- . Introduction du dossier (R. Cortesero, É. Marlière)
- . L'émeute est-elle une forme d'expression politique ? Dix ans de sociologie des émeutes de 2005. (R. Cortesero, É. Marlière).
- . Cinq années de guerre contre les bandes. Processus de renforcement d'un arsenal répressif ciblé. (G. Teillet)
- . Retour sur les raisons de la colère. La mort, les « conneries » et la haine, dix ans après (F. Truong)
- . Comparaison des causes et significations sous-jacentes des émeutes françaises de 2005 et des émeutes anglaises de 2011 (M. Moran, D. Waddington)

Population

• **Face au vieillissement de la population : le rôle des territoires.**

Luc Gwiazdzinski ; Florent Cholat ; Matteo Colleoni.

Population & Avenir, n° 723, mai-juin 2015. pp. 17-19. @

Face au vieillissement de la population, les acteurs locaux se mobilisent à l'échelle de bassins de vie à partir de diagnostics partagés et imaginent ensemble des solutions innovantes en matière de services aux personnes âgées et de lutte contre l'isolement.

Réforme territoriale

• **Rapport n° 450 relatif au projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République,**

Sénat - Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

J-J. Hyest ; R. Vandierendonck. Mai 2015. 394 p. @

Réunie le mercredi 13 mai dernier, la Commission des lois du Sénat a examiné le rapport en deuxième lecture de MM. Jean-Jacques Hyest et René Vandierendonck, rapporteurs, et a établi son texte sur le projet de loi n° 336 (2014-2015) modifié par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant nouvelle organisation territoriale de la République. Ce document présente l'intégralité des conclusions formulées.

Santé

• **Mission Groupements hospitaliers de territoire (GHT). Rapport intermédiaire.**

Jacqueline Hubert ; Frédéric Martineau. Mai 2015. 52 p. @

Issus du projet de loi sur la modernisation du système de santé, les GHT doivent prendre le relais des communautés hospitalières de territoire. Le rapport dresse une liste de 20 conditions nécessaires à leur réussite parmi lesquelles la mise en place d'équipes médicales

de territoire et la solidarité financière entre les établissements d'un même GHT.

Urbain

• **Connaissance de la Grande Région Est. Les armatures urbaines.**

Association de prospective rhénane ; Henri Nonn.

Mai 2015. 11 p.

Cette note vise à présenter l'importance des « systèmes urbains régionaux » constitués à ce jour. La Grande Région Est détient de longue date un taux d'urbanisation élevé malgré l'ampleur de ses espaces ruraux et montagnards. Ce document pose quelques constats et interrogations. Là où les armatures urbaines régionales ressortent comme fortes et comme valorisantes des territoires locaux et sous-régionaux, il paraît utile de veiller à leur maintien-amélioration. En revanche, les faiblesses tendent à s'aggraver en direction des contrées rurales des marges ou périphéries.

Union européenne

• **Quality of life in Europe - facts and views. (Qualité de vie en Europe - faits et opinions)**

Eurostat, juin 2015. 268 p.

Dans cette enquête, Eurostat combine pour la première fois des "indicateurs objectifs et des appréciations subjectives portées par les personnes sur leur situation dans les Etats membres de l'UE", afin de couvrir l'ensemble des aspects du bien-être personnel des Européens.

Communiqué de presse : @

Rapport (en anglais) : @

Actualité législative et réglementaire

- Décret n° 2015-547 du 19 mai 2015 modifiant le décret n° 2006-1482 du 29 novembre 2006 relatif au Conseil supérieur de l'administration territoriale de l'Etat.
- Décret n° 2015-542 du 15 mai 2015 pris pour l'application de l'article L. 750-1-1 du code de commerce (Ce décret modifie les conditions d'intervention du Fisac).
- Décret n° 2015-522 du 12 mai 2015 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande de logement social.
- Décret n° 2015-523 du 12 mai 2015 relatif au dispositif de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur.
- Décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.
- Arrêté du 28 mai 2015 relatif à la délimitation des zones de restructuration de la défense.
- Circulaire du 21 mai 2015 relative à l'intégration des enjeux culturels au sein des contrats de ville.
- Note technique du 30 avril 2015 relative aux agences d'urbanisme : conditions de fonctionnement, modalités de financement, rôle des services de l'Etat.

Outils

• **France Stratégie lance son magazine vidéo : « Les idées au clair »**

Le premier numéro est consacré au numérique et aux objets connectés. @

• **Portail transfrontalier.**

Transfermuga.eu est un portail d'information sur l'offre de transports transfrontalière propulsé par l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi. @